



La voix anticapitaliste

Nouveau Parti Anticapitaliste Comité d'ORLEANS

Mel : npa45@npa-mail.org / Site : npa 45.org /

Twitter: @npa_45 / Facebook: NPA jeunes 45



Âge pivot ou pas...on continue jusqu'au retrait total de la réforme des retraites

Après avoir fait mine de s'y opposer, la direction de la CFDT crie victoire et prétende qu'il faut discuter avec le gouvernement pour « faire évoluer » cette contre-réforme qui vise à nous faire perdre plusieurs centaines d'euros chaque mois sur nos pensions. Mais la ficelle est grosse et l'opération d'enfumage qui vise à désamorcer une mobilisation inédite des salariéEs pourrait bien être la dernière cartouche du gouvernement. La nouvelle séquence de mobilisations sera sans doute déterminante.

Opération d'enfumage

Le retrait provisoire de l'âge pivot n'est qu'une manipulation visant à faire avaler l'ensemble du projet de contre-réforme. Le Premier ministre a d'ailleurs précisé qu'il y aura dans tous les cas un « âge d'équilibre ». Ce retrait hypothétique est un leurre. L'annonce des décisions par ordonnances, d'une procédure parlementaire accélérée, ne laissent pas le moindre doute sur les intentions du pouvoir de passer en force.

La conférence sur le financement des retraites s'inscrit dans la même logique d'enfumage puisqu'il s'agira pour les capitalistes de ne pas augmenter leur part dans le financement, ce qui signifie que ce seront les salariéEs qui devront payer.

En fixant à 14% la part du PIB maximale allouée aux retraites, la réforme aboutira mécaniquement à une baisse des pensions et un allongement de la durée de cotisation. Faire baisser massivement nos retraites est bien l'objectif du patronat et du gouvernement pour offrir sur un plateau des dizaines de milliards d'euros aux assurances privées et fonds de pensions vers lesquels vont se tourner celles et ceux qui en ont les moyens. Les conflits d'intérêts entre le pouvoir et des groupes comme Blackrock en sont le révélateur !

Imposer le retrait total de la réforme !

La retraite par points, c'est toujours travailler plus pour gagner moins. Les travailleur-E-s mobilisés exigent le retrait total de la contre-réforme, sans négociations ni amendements.

Les taux de grèves à la SNCF et la RATP, les mobilisations de ces derniers jours, montrent que cette mobilisation ne faiblit pas. La solidarité, notamment par le soutien aux caisses de grève indique que l'adhésion au mouvement est majoritaire dans la population. *La fuite en avant répressive, est aussi un signe d'un gouvernement en difficulté face à la ténacité, la détermination des grévistes.*

Amplifier la mobilisation, c'est le moment !

Les jours qui viennent vont être déterminants. À l'appel des organisations syndicales une nouvelle séquence de grèves et de mobilisations se déroule les 14, 15, 16 et 18 janvier. Il faut franchir un nouveau saut qualitatif. *Il y a un enjeu majeur à l'amplification et l'extension de la grève notamment dans les secteurs stratégiques comme celui de l'énergie mais aussi le privé !*

Il faut déployer l'ensemble de nos capacités de nuisances contre ce système : grèves, blocages, manifestations, actions contre les membres ou représentantEs du gouvernement... Gagner cette bataille c'est enfoncer un coin dans le monde de Macron. *Cette victoire, nous en avons besoin non seulement pour mettre fin à plusieurs décennies de destruction de nos acquis sociaux mais aussi pour redonner à notre camp social la confiance dans la force sociale et politique qu'il représente, dans sa capacité à porter une alternative au capitalisme.*

Il n'y a pas de problème de financement des retraites. Les richesses existent. Il faut aller les chercher dans les profits et l'évasion fiscale. Le NPA revendique :

- Retraite à taux plein à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles) pour toutes et tous après 35 années de cotisations.
- Augmentation des salaires de 300 euros et le SMIC à 1800 euros.
- L'égalité salariale entre hommes et femmes. Augmenter les salaires, c'est augmenter les cotisations.
- Abaisser le temps de travail à 32h hebdomadaires pour embaucher (Hôpitaux, Services publics, transports) Ce seront des cotisantEs supplémentaires !
- Faire payer le MEDEF et les patrons c'est assurer des retraites à taux plein sans « Age pivot » !

Orléans le 14 janvier 2020 (La suite au verso)

- Manifestation, retraite aux Flambeaux : mercredi 15-01 à 18h place De Gaulle Orléans.

- Manifestations jeudi 16-01 Orléans 10h30 Cathédrale, 10h place Jean Jaurés à Gien

- Rassemblement jeudi 16-01 à 14h30 devant la Mairie de Bricy pour « accueillir » Macron.

Manifestation Samedi 18-01 à 14h place Croix St Marceau à Orléans.

Ghosn : dégueulasse, vous avez dit dégueulasse !

Ghosn a décidé de d'attaquer Renault aux Prudhommes. Il réclame d'abord une indemnité de 250 000 euros. Ensuite le paiement de « sa » retraite chapeau à savoir 774 774 euros bruts annuels. Et ce n'est pas fini. Il réclame aussi versement de 380 000 actions de "performance" qui font un pactole de 15,6 millions d'euros.

Les Prud'hommes : ce sont des centaines de salariés qui, pendant les années de présidence de Ghosn sont allés aux Prudhommes contre des discriminations ou leurs licenciements abusifs. Ghosn et la direction de Renault ont su payer avocats et juristes pour empêcher les salariés de faire valoir leurs droits. Merci patron !

La retraite chapeau, voilà un régime spécial pour vrais privilégiés en millions d'euros ! Mais Macron préfère s'attaquer aux cheminots. Bon sens de classe ne saurait mentir !

Ghosn ose réclamer des millions d'euros alors qu'il devrait rendre tout le pognon qu'il a déjà récupéré – légalement ou illégalement. Du fric, il en faut pour payer son évasion et les voyages au Liban de toute une presse mondiale complaisante.

Ghosn transformé en icône de la presse people ! Un monde à renverser.

Blanquer relance l'enfumage : 500 millions d'euros pour les enseignants ?

Les primes divisent ! C'est l'augmentation massive du point d'indice qu'il nous faut !

Après le faux compromis avec Berger et Escure, le gouvernement tend la main aux enseignants avec un « programme de revalorisation des salaires » afin de compenser la perte de valeur qu'entraînera la réforme des retraites. Derrière ce coup de bluff le gouvernement cherche à sortir le secteur de l'éducation des rangs de la contestation en tentant d'isoler les cheminots et la RATP.

Alors que la grève tient depuis 41 jours, que des secteurs comme les éboueurs, l'énergie ou les avocats commencent à rejoindre la bataille, et que depuis le 5 décembre [**l'Education nationale enregistre des taux de grève historiques**](#), le gouvernement accélère pour essayer de sortir de l'impasse et avancer dans la réforme. Pour ce faire il s'appuie autant sur le renforcement de la répression telle que l'ont [**dénoncé les grévistes de la Coordination RATP-SNCF**](#) que sur le « renouement du dialogue social » qui s'est incarné dans la mise en scène d'un compromis avec la direction de l'UNSA et la CFDT.

Face à la colère des profs et dans le contexte de la grève historique contre la réforme des retraites, Blanquer avait déjà annoncé le 23 décembre l'ouverture des négociations avec les syndicats dès le 13 janvier pour aller vers une « revalorisation permettant de garantir aux enseignants un même niveau de retraite que pour des corps équivalents de la fonction publique ». Malgré la mise en scène de l'ouverture des négociations de ce mardi, le « programme de revalorisation de salaires » reste le même que mi-décembre : extrêmement flou sur les conditions et les modalités en proposant un plan de **500 millions par an à partir de 2021 et jusqu'au 2037, c'est-à-dire, l'équivalent de 37 euros bruts par mois de moyenne**. Ce qui n'est pas seulement ridicule, il faut aussi souligner que cette augmentation ne tiendrait pas compte de l'inflation. Rappelons que le point d'indice est gelé depuis 2010 et que les enseignants réclament des revalorisations depuis des années, **Ces primes n'arrivent que comme un moyen d'acheter les profs pour compromettre leurs retraites et celles des générations futures.**